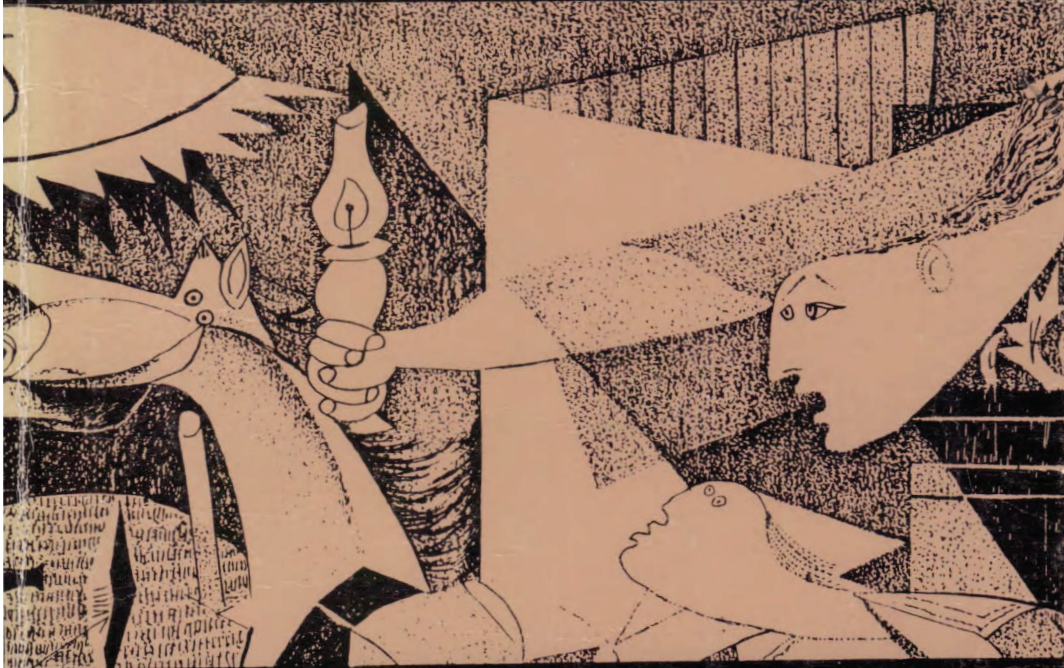
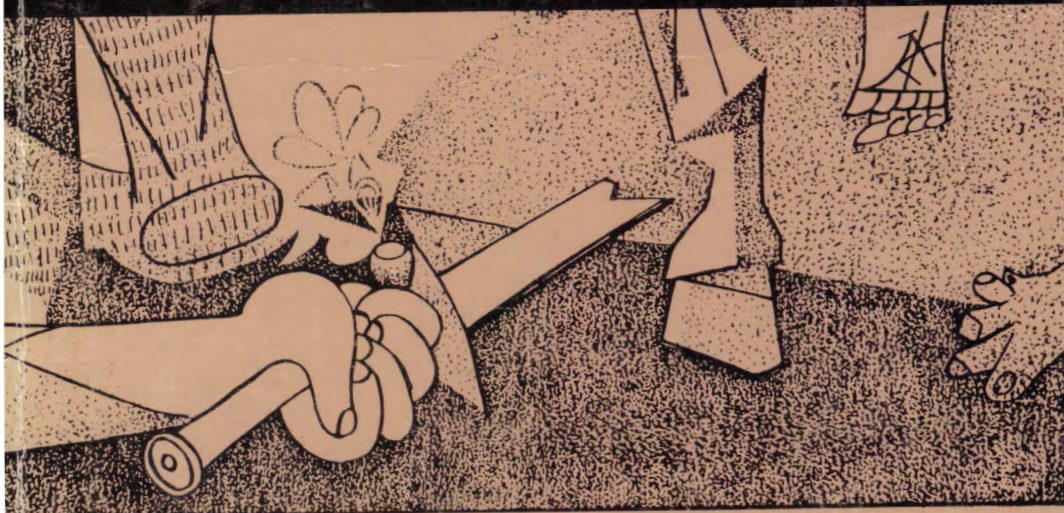


CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES HISPANIQUES
DU XX^e SIÈCLE

**LES MYTHOLOGIES HISPANIQUES
DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE**



HISPANISTICA XX



UNIVERSITÉ DE DIJON

LE MYTHE DE LA MERE-PATRIE DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE ESPAGNOLE. LES GAFFES DU DUC D'AMALFI

Andrée BACHOUD
Université de Tours (France)

Pour peu que l'on s'intéresse aux relations hispano-américaines et que l'on examine les discours de chefs d'état aussi divers que Primo de Rivera, Franco ou Felipe González, l'on ne peut éviter la rencontre d'un concept répétitif qui prétend faire la synthèse des échanges politiques, culturels, commerciaux et économiques entre l'Espagne et le continent américain et qui a pour premier fondement, phénomène spécifique des relations extérieures, l'exportation d'une image. Il s'agit de la mère-patrie.

Un rapide repérage sémantique montre que l'utilisation et le développement de cette allégorie familiale correspond à un vouloir-faire qui recouvre des intentions bien définies dans l'histoire, et dans un espace géographique. Il est peu de langues qui ne possèdent en effet ce syntagme et il serait hors du propos de cet article d'étudier par trop précisément dans chacune d'elle l'apparition et les avatars de mère-patrie. Il est cependant intéressant de situer quelques unes des phases essentielles de l'utilisation de cette allégorie, ne serait-ce que pour en souligner très rapidement les manipulations qu'en a fait l'histoire.

Il semble que la féminisation de ce "pays des pères" qu'est étymologiquement "la patrie" apparaisse pour la première fois en Italie ; *il Dictionario de la lengua Italiana* signale des appositions poétiques de mère et de patrie dès le XIII^e siècle, chez des écrivains comme Guitto d'Arezzo ; par la suite, l'expression est souvent reprise sur le mode lyrique par des poètes, parmi lesquels Pétrarque . *Madrepatria* finira par former un seul et unique vocable en italien à une date qui n'est pas précisée. Pour l'Espagne, les références sont plus tardives ; le premier auteur cité par Martín Alonso dans son *Enciclopedia de la lengua*, également sous forme métaphorique est Góngora. C'est donc apparemment dans le Bassin Méditerranéen où le culte marial est le plus développé que ce qui est alors métaphore plus que syntagme connaît le plus grand bonheur.

C'est sans doute la France qui la première fois se débarrasse de la

connotation religieuse de l'ensemble mère-patrie pour intégrer l'image sacramentelle à un dessein politique. L'Académie Française le reçoit pour la première fois en 1974, avec cette définition :

On dit la mère-patrie en parlant de l'Etat, du Pays qui a fondé une colonie et la gouverne. C'est la traduction du mot *métropole*, tiré du grec et dont on se sert dans le même sens.

Faut-il s'arrêter sur les présupposés idéologiques de cette première insertion? Jusque dans cette origine étymologique plus que douteuse les orientations de la Révolution Française se donnent à connaître : protectrice et conquérante, elle s'identifie, au-delà de l'Ancien Régime qu'elle rejette avec la Grèce, modèle et exportatrice de civilisation.

Il semble que le terme arrive à une troisième phase de développement à la fin du XIX^e siècle dans le cadre de ce que Henri Brunshwig appelle "l'élaboration d'un véritable impérialisme colonial". Certaines puissances songent alors à utiliser l'émigration de leurs citoyens, de leurs capitaux, ou bien entendu des deux à la fois, pour mieux s'implanter dans les pays qu'elles prétendent coloniser. L'idée semble être formulée pour la première fois en Belgique où Léopold II propose en 1863 d'installer ses sujets "sur des terres où flottera notre drapeau". Cette conception trouvera bientôt son application en France ; elle préside à l'installation des Alsaciens-Lorrains en Algérie après la Guerre de 1870. La colonisation par l'émigration sera une des idées-clés de la politique coloniale menée par Jules Ferry, qu'il explicite dans un petit livre intitulé *Le Tonkin et la mère-patrie* publié en 1890⁽¹⁾.

C'est avec ce dernier sens que le terme de *madre patria* entre en 1914 dans *El Diccionario de la Lengua* publié par le Real Academia, à un moment donc où le conflit prochain entre les grandes puissances coloniales donne à l'Espagne l'espoir d'une plus grande liberté d'action sur le plan de l'expansion coloniale. L'insertion du mot dans le dictionnaire coïncide avec la maturation d'un projet politique qui se développe sous Alphonse XIII, fasciné depuis son avènement par le développement de l'impérialisme européen ; il avait essayé d'y participer de deux manières, en tentant d'élargir militairement ses territoires, (ce qui avait provoqué, entre autres effets, la malencontreuse guerre du Maroc), et en jetant les bases d'une nouvelle politique de relations internationales avec les nombreux pays d'Amérique qui servaient d'asile à ses nationaux, fuyant la misère ou le service militaire, ou simplement en quête d'une meilleure rentabilité pour leurs capitaux. Dans cette perspective, l'utilisation politique des émigrés est envisagée à des fins de rapprochement avec les pays d'accueil, hors de toute possession territoriale. L'idée

(1) Brunshwig (Henri) : *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français. 1871-1914.* - Paris. - Colin. - 1960. - p. 31.

est partie, au lendemain de 98 de secteurs dynamiques de la société espagnole, de la Catalogne surtout sur le plan géographique et, sur le plan politique, du libéralisme et du réformisme, soucieux d'éviter que la décolonisation américaine ne consomme la rupture des échanges économiques. Une théorie des relations avec l'Amérique s'élabore alors, fondée sur la communauté d'histoire, de langue et bien sûr de "Race", tous termes inclus dans celui de mère-patrie. Elle ne sera jamais remise en question par la pratique de politique étrangère des différents gouvernements qui assumeront le destin de l'Espagne ; c'est pourquoi, malgré l'orientation très contemporaine du Colloque d'*Hispanistica XX*, il nous est paru plus opérationnel d'étudier le fonctionnement de la notion de mère-patrie sur une période où les archives des Affaires Etrangères étaient ouvertes à la consultation ; cela représentait la possibilité d'étudier le mythe en action et de comprendre certains échecs ou certains isolements postérieurs de l'histoire de l'Espagne. Sur le plan de la politique étrangère, en effet, la conduite du gouvernement de Primo de Rivera est exemplaire.

Car, convaincu des liens qui unissent l'Espagne et l'Amérique, il contribuera à institutionnaliser et à renforcer "*l'hispano-américanisme*" ou "*l'ibéro-américanisme*" avec la participation active des républiques latino-américaines qui en affirmant leur attachement à leurs origines hispaniques et donc européennes, prennent autant que faire se peut, leurs distances vis-à-vis de leur puissant et redouté voisin américain. La notion de mère-patrie, déjà en usage ailleurs, est revitalisée et très largement amplifiée ; il est vrai qu'elle se révèle très commode pour la politique extérieure espagnole, car elle contient dans cette symbolique de rapports familiaux qu'elle postule tous les éléments d'une possible réconciliation et permet de reconnaître, souvent de manière explicite, la légitimité des aspirations à l'indépendance des ex-colonies ; les dirigeants espagnols expliquent volontiers que comme tout enfant parvenu au terme de sa croissance, les républiques américaines se sont éloignées de la mère qui les a formées et protégées, non sans les déchirements ni les conflits que ce type de situation provoque habituellement dans les familles. Sans qu'il ne soit jamais question d'anticolonialisme, l'émancipation de l'Amérique s'inscrit ainsi dans un ordre des choses de la vie, une adhésion émotive et affective à un réel. La transposition dans le registre mythico-familial de la relation mère-enfant inscrit et banalise toute l'histoire de l'émancipation dans le cadre d'une conception traditionnelle de la famille ; elle implique donc de surcroît que les affrontements qui ont eu lieu lors des séparations entre les colonies et la métropole ne sauraient porter atteinte à la solidité des liens qui unissent les membres d'une même famille : l'on ne saurait quitter sa mère définitivement car elle ne cesse de vous aimer ; il en découle que les relations entre la métropole- mère et les républiques américaines-filles (la terminologie n'est pas dénuée d'importance) ne peuvent être que fécondes et

empreintes d'affection, dans la perspective de cet ordre supérieur qui est d'essence divine. Discours simpliste mais non dépourvu d'avantages pratiques qui découle de cette mythologie élémentaire forgée par les intellectuels du début du siècle dont José-Luis Abellan rappelait les axes essentiels, mythes de la terre-mère, de Don Juan et du Quichotte ⁽²⁾, parfaitement concentrés dans le terme mère-patrie qui implique à la fois, spiritualité, séduction et liens affectifs profonds.

Il était évidemment dans la logique de ce simili-néo-fascisme conservateur, et l'on me pardonnera cette pseudo-synthèse par trop rapide d'un régime encore mal connu par les historiens, de pratiquer ou de tenter de pratiquer une politique de prestige vis-à-vis de l'étranger. Le souci de Primo de Rivera de mettre en place dès sa prise de pouvoir les structures lui permettant de développer des relations culturelles, économiques et politiques avec l'Amérique Latine se manifestent par des initiatives concrètes qui reçoivent Outre-Atlantique un accueil très intéressé. Le "panaméricanisme" en ce domaine sert de repoussoir. Depuis la création de la "fête de la Race" en 1899, la spiritualité hispanique est exaltée aux dépens du matérialisme yankee, et chacun trouve sa part et son intérêt dans le rapprochement qui s'opère. Les rapports d'ambassade français permettent de suivre l'intensification des efforts de la Dictature vis-à-vis de l'Amérique Latine ⁽³⁾; effort également souligné par Frederick B. Pyke dans son livre intitulé *Hispanismo 1898-1936* ⁽⁴⁾. L'activité culturelle est intensive ; elle se manifeste par la création d'un bureau de relations culturelles, d'instituts hispano-américains dont celui de Séville, la fondation de la bibliothèque hispano-américaine, l'accélération de l'inventaire de Los Archivos de Indias, des mesures pour permettre une meilleure diffusion du livre espagnol, etc. Sur le plan de la diplomatie, plusieurs consulats sont créés Outre-Atlantique, des légationssont élevées au rang d'ambassade ; le domaine économique n'est pas perdu de vue) ; l'on essaye de développer certains échanges commerciaux et surtout d'assurer la communication aérienne entre l'Amérique et l'Espagne par des vols aussi spectaculaires que celui de Ramón Franco.

La notion de mère-patrie, constamment utilisée dans la phraséologie du dictateur sert non seulement la volonté de rapprochement le l'Espagne et du continent, mais est également à la base d'un projet qui se dessine assez clairement sous Primo de Rivera et que l'on retrouve après lui comme une des constantes de la politique extérieure espagnole ; les observateurs français sont unanimes à décrire la

(2) Abellan (José-Luis) : *Sociología del 98*. Barcelona. - Ediciones del bolsillo. Peninsula. - 1973. - pp. 38-46.

(3) L'ensemble des documents diplomatiques français cités vient des archives du quai d'Orsay. Europe-Espagne 11 et 50.

(4) Pyke (Frederick B.) : *Hispanismo (1898-1936). Spanish conservatives and liberals and their relations with Spanish America*. London. - University of Notre Dame Press. - 1971. - pp. 214-226.

tentative de "tutelle morale" visant à exporter, si tant est qu'il existe, un modèle de régime ou tout au moins un ensemble de valeurs considérées comme spécifiques de l'Espagne. Le discours de Primo de Rivera est limpide à cet égard. J'utilise la traduction qu'en donnent les diplomates français :

La douleur de l'émancipation, nous l'avons tous ressentie en Espagne... larmes de douleur de la mère quand elle marie sa fille. Mais cependant qui ne recueillerait au foyer le fils émancipé. La mère Espagne le recueille aujourd'hui et elle est obligée d'être plus que jamais un modèle ; car si devant un fils inconscient et très jeune, la mère peut se permettre certaines légèretés sans craindre la critique, devant des enfants aussi grands, capables et conscients, l'Espagne doit et veut toujours être le modèle des nations (5).

L'on notera au passage la mutation sexuelle qui se fait dans la filiation espagnole ; mineur et jeune épousée, elle est fille ; plus adulte, elle est garçon ; la cohérence n'est évidemment ni biologique, ni syntaxique, mais ressort de l'idéologie profonde. Mais le problème fondamental qui s'exprime ici est surtout cette influence morale et par-delà politique que le dictateur entend exercer Outre-Atlantique dans une période où s'exaspèrent les affrontements idéologiques. Le cas de l'Argentine à cet égard est tout à fait significatif.

Dans l'ibéro-américanisme, l'Argentine joue un rôle particulier. Sa prospérité économique, l'importance numérique des Espagnols qui y sont installés, le quart de la population totale suivant l'ambassadeur d'Espagne, tout cela la destine à un traitement privilégié ; plusieurs prêts lui sont consentis par le gouvernement de Primo de Rivera, ses ambassadeurs sont fêtés en Espagne, ses présidents décorés. Mais la diplomatie espagnole souffre d'une grande faiblesse : son personnel n'est pas toujours à la hauteur des ambitions qui inspirent les gouvernements en place. J'emprunte ce jugement sévère aux redoutables ambassadeurs et agents consulaires français ; et les gaffes que commet dans l'exercice de son mandat le nouvel ambassadeur d'Espagne en Argentine ne sont pas pour les contredire. Don Antonio de Zayas y Beaumont, duc d'Amalfi et grand d'Espagne est nommé ambassadeur d'Espagne en Argentine le 1er août 1926. Il a sans doute été choisi à ce poste pour ses talents d'écriture ; il a en effet traduit en espagnol José-Maria de Heredia et a commis quelques recueils de poèmes ; mais selon les avis les plus autorisés, il n'a de diplomate que le titre. Successivement en poste en Suède, au Mexique puis en Roumanie, il ne s'est illustré partout que par ses humeurs et ses éclats. A Bucarest, il a réussi à se brouiller avec toute la cour qu'il a fini par désertier, explique l'ambassadeur de France en Espagne, Monsieur de Fontenay, en commentant sa nomination :

Le trait essentiel de mon collègue est en effet une certaine tendance à pousser jusqu'à l'exaspération ce qu'il fait ou ce qu'il dit.

Lorsque le duc d'Amalfi arrive en Argentine, le parti au pouvoir est le

Parti Radical, émanation d'une puissante classe moyenne dont l'idéologie est fondamentalement libérale et de ce fait naturellement hostile au conservatisme teinté de velléités fascistes qui domine en Espagne. Malgré cela, gouvernement argentin et diplomates espagnols semblent disposés à jouer au jeu des familles, c'est-à-dire de la mère-patrie, quoiqu'avec des règles différentes.

La présentation officielle des lettres de créance s'était déroulée dans une atmosphère très détendue. Lorsque le duc d'Amalfi, fidèle à la ligne politique qui lui avait été définie, s'était félicité de "Las comunes virtudes acendradas por la experiencia de la madre y por el tónico optimismo de la florida juventud de la hija"⁽⁶⁾, le Docteur Alvear n'avait pas refusé la filiation ; il avait été un peu plus évasif que son interlocuteur tout en admettant "la unidad inicial de la estirpe y del idioma" et "la comunidad espiritual" des deux nations. La collaboration était donc à l'origine riche de promesses.

Mais plusieurs difficultés vont surgir, dues à la divergence d'orientations politiques du duc d'Amalfi, et surtout au manque de discrétion du duc. Il a pris apparemment trop à la lettre le mythe de la mère-patrie, forgé à des fins de politique extérieure, et il a de plus en plus comme son tempérament l'y porte, des comportements de "mère abusive" ; il est possessif et jaloux et ne supporte pas, entre autres, l'attrait qu'éprouve sa fille Argentine, sur le plan commercial économique, culturel, et politique pour une autre vieille dame, mieux pourvue en ces domaines que l'Espagne, la France. Chaque nouvel accord avec ce pays se traduit par des démarches, des récriminations qui sont de moins en moins bien reçues par le gouvernement argentin : Amalfi se plaint souvent dans sa correspondance avec le ministre des Affaires Etrangères de "l'impatience" agacée avec laquelle ses requêtes sont accueillies.

Deux incidents vont mettre en lumière les différences qui séparent les deux pays et craqueler le mythe de la mère-patrie qui en théorie régissait leurs relations. Le premier est l'affaire de l'hymne national, ouverte par une réclamation de l'ambassadeur d'Espagne en janvier 1927. Le général Justo, ministre de la Guerre, profitant d'une absence du ministre de l'Instruction, "plus favorable à l'Espagne" aux dires d'Amalfi, décide de faire appliquer une décision qui avait été prise en 1923 et était restée lettre-morte, c'est-à-dire de faire insérer dans le livret militaire des jeunes Argentins l'hymne national dans sa version intégrale ; ce texte, écrit en 1813 par Lucio Vicente López, très inspiré de la Marseillaise, célèbre avec une ardeur guerrière la naissance de la nation argentine et son combat contre la tutelle hispanique. La virulence de certains passages avait déterminé le général Roca alors chef de gouvernement à les éliminer en mars 1900 des cérémonies officielles et de l'enseignement des écoles primaires et secondaires.

(6) L'ensemble des documents diplomatiques espagnols cités est extrait de la liasse 1358. Política exterior de Primo de Rivera. Correspondencias. Argentina. Archivos del Ministerio de Asuntos Exteriores. Madrid.

Le rétablissement de l'intégralité du texte à l'intention des jeunes recrues comporte (je cite ici les vers soulignés par Amalfi lui-même sur l'hymne qu'il adresse avec sa lettre au gouvernement espagnol), la réapparition de termes insupportables pour l'ancien pays colonisateur qualifié de "león rendido" / - a las plantas de la nueva y gloriosa nación /-, de "vil invasor", de "tigres sedientos de sangre, de "ibérico altivo león, de "fieros tiranos" et de "fiero opresor de la patria". Le coup était rude ; la réapparition de certaines expressions oubliées pendant près de trois décennies, venait rompre la douce mythologie de la mère-patrie, parée de toutes les vertus mise en place par les Espagnols et apparemment bien accueillies par les gouvernements argentins successifs, pour lui substituer l'image d'une horde d'opresseurs, léonins et masculins.

Le duc d'Amalfi mobilise alors toute son énergie pour obtenir le retour à la situation antérieure, c'est-à-dire, à plus de discrétion dans le rappel de moments historiques douloureux. Il est secondé dans cette entreprise par l'énorme colonie espagnole installée en Argentine qui met dans la bataille la masse des journaux qu'elle édite ; de nombreux Argentins se mobilisent avec eux pour appuyer la réclamation du duc d'Amalfi auprès de leur gouvernement. Les arguments des uns et des autres méritent une attention particulière car ils révèlent à quel point la double appartenance aux deux pays Espagne et Argentine est vécue en Argentine ; les adversaires de la version intégrale font remarquer qu'il faut préserver la qualité des relations entre les deux pays et qu'il ne convient pas, par des rappels intempestifs "d'opposer l'histoire nationale et civique du père et du fils" car l'Espagne n'a pas cessé depuis l'émancipation de "nourrir de son sang, en y envoyant ses enfants, la terre argentine". Ce type de métaphores empruntées à la presse espagnole et argentine dont les coupures sont régulièrement envoyées à Madrid par l'ambassadeur montre à quel point la notion de mère-patrie dans cette population d'immigrés et de descendants d'immigrés est perçue non plus comme un *mythe* mais comme une *réalité physique* et charnelle directement reliée à l'histoire individuelle qui est celle du départ d'un vieux pays vers un autre plus jeune et de culture proche. Mythe vécu qui permet les délices de la nostalgie et évite les affres du déracinement. Mythe dangereux aussi pour l'Argentine, car il installe ses nouveaux ressortissants dans un civisme aux contours incertains. Peut-être est-ce une des raisons qui explique que le gouvernement argentin ne va pas céder aux pressions du duc d'Amalfi. Le rétablissement de la version intégrale de l'hymne qui avait été attribué, lors des premiers contacts de l'ambassadeur d'Espagne avec le président Alvear, à un excès de zèle d'un fonctionnaire de deuxième zone est soumis à l'attention de commissions d'études, à des réunions de cabinet, mais il sera finalement avalisé : le texte à partir de cette date, figurera définitivement dans le livret militaire. Le gouvernement argentin avait à *choisir entre deux mythes* dont l'un servait de support possible à une nouvelle politique de relations avec l'Espagne, celui de la mère-patrie, et celui apolégétique de l'indépendance

nationale; il choisit le second, beaucoup plus performant sur le plan de la politique intérieure. Le rappel à la jeunesse argentine du moment épique de la fondation de la nation avait évidemment l'intérêt de revitaliser, à un moment difficile, ce que les sociologues dénomment "l'idéologie ethnico-nationale" et d'en reformuler les principes fondamentaux, l'identité nationale, fondée elle-même en partie sur le principe de l'opposition à un adversaire étranger et oppresseur, le "principe de totalité, c'est-à-dire la référence aux valeurs et aux idéaux constitutifs de cette identité nationale, ici la liberté et l'indépendance du pays.

Il est probable que le renforcement de l'idéologie ethnico-nationale qu'il choisit n'est pas non plus dépourvu d'implications politiques. A partir du moment où l'Espagne se définissait comme porteuse de valeurs traditionnelles, catholiques, conservatrices ou néo-fascistes, il n'était pas inutile d'alimenter la ferveur républicaine et démocratique d'une classe moyenne au pouvoir, en lutte contre une vieille aristocratie terrienne qui s'enorgueillissait de ses origines espagnoles, par le rappel de l'épopée émancipatrice. Le gouvernement radical fait donc un choix de politique intérieure au risque de mécontenter toute une population d'origine hispanique. Il peut heureusement compter sur la maladresse d'Amalfi pour mettre un terme à ce rapprochement momentané de la communauté espagnole ou d'origine espagnole. L'ambassadeur va commettre une gaffe qui va bientôt diviser cette communauté et lui en aliéner la plus grande partie ; c'est ce que les journaux argentins vont appeler alors "l'affaire Pérez Galdós".

El "Consejo Nacional de Mujeres" avait invité le duc d'Amalfi à participer à un jury d'examen de littérature espagnole et à assister à la soutenance de petits mémoires consacrés à des auteurs dramatiques du XIXe siècle par des élèves-maîtres. Une des candidates s'étant lancée dans un panégyrique passionné de l'oeuvre de Pérez Galdós Amalfi lui fait alors remarquer, je cite les termes du compte rendu qu'il en fait au ministre des Affaires Etrangères espagnol, saisi de l'affaire :

Señorita, me parece que Ud exagera la personalidad literaria de Pérez Galdós porque en el campo de la novela cuenta con émulos tan esclarecidos como Valera, Alarcón, Pereda, Fernández y González y el Padre Coloma ; y en el arte dramático ha demostrado su falta de cualidades de dramaturgo como lo demuestran sus continuos fracasos de sus estrenos con la sola excepción de *Doña Perfecta* y de *Electra* cuyas francas tendencias políticas les granjeó las simpatías y el decidido apoyo de los enemigos del orden en España, y en cuanto se refiere al lenguaje de Galdós, es preciso reconocer que es pobre y carece del vigor y de la elegancia necesarios para calificar de estilista al que lo emplea.

La divulgation de l'incident par l'hebdomadaire espagnol, publié à Buenos-Aires *Crítica* provoque un tollé général. Tous les journaux espagnols se mobilisent contre l'ambassadeur, ainsi que les associations régionales d'émigrés. C'est la Asociación Canaria qui déclenche la contre-offensive ; elle proteste officiellement, propose l'organisation d'un hommage à Pérez Galdós et l'érection

d'une statue de "l'illustre écrivain" à Buenos Aires. Parallèlement des lettres d'insultes pleuvent sur l'ambassade déversant des flots de haine sur le duc d'Amalfi, Primo de Rivera, Alphonse III, où se mélangent le scandale provoqué par l'affaire Galdós et les vieilles rancoeurs : la misère qui les a éloignés de leur pays, la Guerre du Maroc, le militarisme, etc.

Les réactions à Madrid sont mitigées ; l'on y déplore bien entendu que les jugements artistiques de l'ambassadeur aient servi de prétexte à une de ces multiples campagnes anti-espagnoles" qui se développent à l'étranger ; l'on admoneste donc le duc d'Amalfi ; en même temps l'on situe l'affaire sur le terrain politique où elle se trouve et l'on reconnaît que :

la protesta organizada por diversos elementos de esa ciudad/ - más que producida/ por la admiración y el respeto de la indiscutible personalidad del gran novelista se inspira en la significación política de tono radical y republicano que hay en su figura.

"L'argentinisation" des options politiques de Pérez Galdós, fort éloigné du radicalisme, au moins dans sa version espagnole, est déjà le signe de cette préoccupation, qui apparaît ailleurs plus clairement, suscitée par la "collusion" entre un pays étranger, et des ressortissants nationaux en dissidence. Alors que certains hauts-fonctionnaires regrettent que des ex-sujets qui si rapidement se sont défaits de leur citoyenneté espagnole soient si prompts à s'occuper des affaires espagnoles, lorsqu'ils ont la possibilité de nuire, Amalfi déplore :

el odio implacable que estos vástagos de traidores a su Patria y al Rey, mezclados con españoles de infima laya o de inconfesables antecedentes y con la escoria de otros países europeos, sienten hacia su antiguo amo.

La hiérarchie réapparaît et les droits de la caste en face du valet indigne et du bâtard. Toute la trame idyllique et l'emballage émotif concentrés dans le mythe de la mère-patrie disparaissent ; il ne reste que la blessure de la double trahison, la trahison historique, celle qui a dressé en son temps l'ancienne colonie et ses ressortissants espagnols contre la métropole et la trahison actuelle et toujours renouvelée qui est l'abandon de la nationalité, doublée de choix politiques et intellectuels qui vont à l'encontre des choix essentiels de la patrie d'origine. La notion de mère-patrie renforce encore l'effet de trahison ; elle amplifie le coup porté jusqu'à la tragédie, car il porte, dans cette conception, atteinte au sacré, au sang originel.

Le rappel d'Amalfi, peu après ces incidents, n'implique pas de la part du gouvernement de Primo de Rivera des positions fondamentalement différentes de celles de son ambassadeur ; il est tout au plus sanction de la maladresse. Deux mois après l'affaire Galdós, lors d'un exposé de politique extérieure, Primo de Rivera, développe à nouveau le thème de la mère-patrie, et insiste à nouveau :

Le monde américain s'éprend de nous en voyant l'Espagne revenir

à ses antiques traditions (7).

Ces déclarations donnent à ce que nous avons appelé les gaffes du duc d'Amalfi leur véritable dimension. Il ne s'agit pas d'anecdotes pittoresques qui illustrent la médiocrité, au demeurant indiscutable de certains diplomates espagnols, mais d'incidents, dont on peut retrouver sans doute d'autres exemples dans les abondantes liasses du Ministère des Affaires Etrangères espagnoles, qui ont le mérite de mettre en lumière la rigidité de fonctionnement de la politique étrangère espagnole, sous Primo de Rivera, et probablement sous d'autres régimes.

Animée d'ambitions impérialistes malgré ses insuffisances économiques, l'Espagne disposait et dispose de l'outil conceptuel qui lui permet de suppléer à ses carences en développant, avec son ancien empire une affectivité fondée sur la communauté d'histoire, de culture, de langue. Le mythe de la mère-patrie dans ces pays de tradition catholique pouvait déboucher, comme je le soulignais en introduction sur toutes les compréhensions et toutes les générosités. Mais l'Espagne souffre en la matière d'une grande faiblesse, une incapacité à dissocier sa politique extérieure de sa politique intérieure et ce composer, à l'instar des grandes puissances coloniales, capables de passer sur les principes au nom des intérêts supérieurs de l'Etat.

La mère qu'elle propose aux Américains est cette mère méditerranéenne, gardienne du foyer et des vertus de la famille, une "mamá" captatrice et castratrice, soucieuse d'imposer l'image qu'elle s'est donnée et de la poser en modèle. Le mythe alors qui aurait pu servir l'expansion devient réducteur. Il gomme à l'extérieur l'histoire de l'autre parce que non conforme au passé mythique dans lequel elle enfermera la famille, semblable à Bernarda Alba, cette autre mère tragique obstinée à proclamer la virginité de ses filles. Elle frappe d'ostracisme ses intellectuels et ceux qui s'écartent de ses choix, refusant une complexité qui aurait pu servir à une plus vaste expansion. Trop tendue dans l'effort d'être une, elle perd ainsi partiellement les moyens d'être "grande".

(7) Archives du quai d'Orsay. - Europe-Espagne 50. Lettre du 28 septembre 1927 sur le discours prononcé à Saint Sébastien par Primo de Rivera.